

*Le colloque sur « **l'Action française, culture, société, politique** » du Centre d'Histoire de Sciences Po., premier d'une série de trois consacrés à l'AF, a donné naissance à un ouvrage universitaire titré de la même façon, ouvrage auquel il nous semble important de consacrer une série d'articles pour faire le point des connaissances sur notre propre histoire politique et en tirer des enseignements eux aussi éminemment politiques. Après l'article sur « **les ligues nationalistes et l'Action française** », voici celui sur **l'AF et l'Histoire (de 1900 à 1940)**, au travers du regard porté sur deux communications rapportées dans l'ouvrage.*

L'Action française a toujours accordé une grande place à l'Histoire dans laquelle elle trouvait des raisons à son monarchisme et qui venait étayer son argumentation à l'égard des nationalistes en leur montrant que les leçons de l'histoire nationale ne pouvaient que les amener à conclure à la Monarchie. Chacun à leur manière, c'est ce que montrent ou décrivent Christian Amalvi et Philippe Boutry dans leurs articles de l'ouvrage.

L'un des intérêts de ces communications est de rappeler quelques noms malheureusement souvent ignorés des monarchistes eux-mêmes et qui, pourtant, ont participé, parfois à l'élaboration, plus souvent à l'actualisation et à la diffusion de « **l'Histoire capétienne** » promue ou véhiculée par l'Action française : bien sûr Jacques Bainville et Pierre Gaxotte, mais aussi Frantz Funck-Brentano, Marie de Roux, Louis Dimier, Auguste Longnon et son fils Jean, mais aussi, plus proches de nous dans le temps, Philippe Ariès ou Raoul Girardet (encore de ce monde, d'ailleurs). Les deux communications, d'ailleurs, se chevauchent et se complètent fort utilement l'une l'autre, malgré quelques différences de traitement.

Dans la liste des historiens, Amalvi comme Boutry rajoutent des « non-historiens » mais qui,

par leur recours et leur lecture politique de l'Histoire, ont, à leur manière, forgé une vision d'AF de l'Histoire : des idéologues, comme Maurras ; des journalistes, le plus souvent polémistes, comme Léon Daudet et Georges Bernanos, pour qui l'Histoire est à la fois une arme et un enjeu. Dans le cas du doctrinaire majeur de l'AF, M. Amalvi souligne que **« le passé affleure constamment dans l'œuvre de Maurras, non comme récit chronologique, mais comme preuve concrète pour appuyer une démonstration théorique et abstraite d'une rigueur implacable »**, ce

que confirme M. Boutry : «

Maurras lui-même, en dépit de ses immenses lectures, n'est nullement un historien ; ni son argumentaire ni sa polémique n'ont, en toute rigueur, besoin du document ou de l'archive pour exister ; sa « synthèse subjective » et son « empirisme organisateur » ne sont pas fondamentalement d'ordre historique, mais doctrinal

». Sans doute Maurras signifie-t-il ainsi que, pour lui, l'Histoire est le moyen de connaître ce qui « a marché » et, au contraire, ce qui est néfaste pour la France : il en a une lecture non pas purement historique et, en somme, « impolitique », mais au contraire, une lecture éminemment politique. Jamais Maurras, d'ailleurs, ne s'est voulu historien et il écrit en

politique, mais, par le biais de l'empirisme organisateur (« **la mise à profit des bonheurs du passé en vue de l'avenir que tout esprit bien né souhaite à sa patrie**

», suivant sa conception), il intègre l'Histoire à sa démonstration, au risque parfois de déconcerter les historiens eux-mêmes, ne serait-ce que parce qu'il privilégie le raisonnement à l'analyse purement historique.

Il y avait des historiens royalistes et, même, une « **histoire royaliste** », avant l'AF et Maurras : mais l'AF en fait un usage qui prend le contre-pied de l'histoire universitaire républicaine, et l'on peut dater la formation d'une véritable «

école capétienne

» sur le plan historique de la fondation de l'AF. Au-delà de Jacques Bainville, Boutry signale que «

la plupart de ceux qu'on rattache, de près ou de loin, à l'influence et aux doctrines de l'Action française sont bien davantage des « compagnons de route », des sympathisants ponctuels, plus ou moins nettement affirmés (car une appartenance déclarée au mouvement maurrassien ruinerait à coup sur, dans la France radicale, une carrière universitaire), des archivistes, des érudits, des historiens conservateurs plus ou moins hostiles à la République laïque et démocratique, des journalistes et des essayistes qui trouvent dans l'Action française, son journal et ses revues, des convergences intellectuelles et politiques, des affinités de réactions et de sentiments, une « communauté émotionnelle » et une chambre d'échos (...). Une « nébuleuse », plutôt qu'un parti, à dire le vrai, mais capable de se constituer et de structurer en « école

».

».

Cela aboutit à une « **véritable hégémonie culturelle** » dans les années trente, « **construite en quelques trois décennies sur le paysage historiographique français par les hommes de l'Action française (...)** parallèlement à l'Université et en partie contre elle ».

Le livre de Jacques Bainville destiné au grand public, sa célèbre «

Histoire de France

» (réédité dernièrement dans une collection de poche et vantée, l'été dernier, sur... France-info !), connaît un immense succès de librairie grâce à son refus du langage universitaire et son statut « d'amateur » capable de se rendre, du coup, plus lisible à un large public curieux de l'Histoire mais souvent rebuté par la rigueur (la rigidité d'écriture ?) des historiens professionnels eux-mêmes.

Cet ouvrage permet de mieux comprendre, selon M. Amalvi, la conception bainvillienne de l'Histoire : « **dans sa préface, il développe les trois principes de base qui éclairent sa conception du passé : c'est d'abord une histoire psychologique traditionnelle dans laquelle la compréhension des individualités qui font l'histoire est capitale** »,

c'est-à-dire que Bainville privilégie les « grands hommes » et, éventuellement, les « **minorités énergiques** »

» (expression de Maurras pour signifier ces petits groupes qui, entraînés par quelques personnalités, souvent autour d'un seul homme, « bousculent » l'histoire), et non seulement les masses ou les groupes sociaux (au contraire d'une certaine histoire marxisante ou au courant des « Annales »). C'est d'ailleurs une conception que Bainville a en commun avec la IIIe République qui met en valeur les grandes figures comme le prouvent à l'envi les manuels scolaires de l'époque (mais ce ne sont pas toujours les mêmes, bien évidemment, ni les mêmes jugements en particulier pour les périodes « controversées » de l'histoire de France...), soucieux de donner des « héros nationaux » à une France en cours de nationalisation et de républicanisation (cf le cas emblématique de Jeanne d'Arc, et son traitement historico-politique par les uns et les autres...).

« **C'est ensuite une histoire politique classique, qui privilégie l'étude des institutions, ignorant superbement la vie économique et religieuse du pays** » : sans doute est-ce là encore un effet du « **politique d'abord** »

» maurrassien mais que Bainville a reconnu avant même de le connaître chez Maurras... Cela veut-il dire, comme semble l'indiquer M. Amalvi, que Bainville (qui n'est pas, et comme Maurras ne l'est pas non plus, « toute » l'AF), qu'il méconnaît cette vie économique et religieuse ? En fait, c'est oublier que les auteurs de l'AF ont, d'une certaine manière, une lecture « utilitaire » de l'Histoire, en particulier ceux qui ne sont pas des professionnels de l'Histoire, et qu'elle leur fournit, après qu'ils y ont trouvé (et non l'inverse pour Bainville comme pour Maurras), des éléments pour étayer leur propre raisonnement politique, raisonnement fondé principalement sur la comparaison des régimes politiques qui se sont succédé en France. En écrivant (ou plutôt en regroupant des textes épars pour faire ce volume) «

Nos raisons contre la République, pour la Monarchie

», Maurras n'a pas pour objectif de « servir l'Histoire » mais d'en tirer des leçons ou, plutôt, de « donner du sens à l'Histoire » dans une optique politique et monarchique. La question principale de l'AF, comme de tout mouvement politique, n'est pas, en soi, de

faire de l'Histoire

, mais de

faire l'Histoire

. L'Histoire n'est pas la fin, elle n'est qu'un moyen de la politique, surtout pour l'AF et les monarchistes qui doivent désarmer les préjugés à l'encontre d'une Monarchie qui semble aller à contre-courant du « sens de l'Histoire » vanté par les démocrates et, plus encore, par les universitaires marxistes comme Matthiez ou Soboul...

Il se trouvera après Bainville des historiens proches ou issus de l'AF pour accorder moins d'importance au politique et plus aux mentalités, aux comportements, aux sociétés dans leur vie et développement : ainsi Philippe Ariès qui, tout en ne cédant rien de ses fidélités monarchistes, les réactivera par l'étude des sociétés, des communautés humaines, et de leurs réactions au monde, en réaction à une histoire bainvillienne considérée comme trop politiquement événementielle.

Dernier trait signalé par M. Amalvi : « **c'est une histoire *analogique*, qui considère que « les hommes d'autrefois ressemblaient à ceux d'aujourd'hui et que leurs actions avaient des motifs pareils aux nôtres ».**

». En somme, c'est l'idée que, fondamentalement, les hommes ne changent pas : ce qui ne signifie pas que les sociétés, elles, ne changent pas ou n'évoluent pas, que les besoins et les désirs ne soient pas différents ou que les mentalités ne penchent pas plus d'un côté que de l'autre, entre individualisme et traditionalisme, selon les époques considérées...

« **De cet axiome de base découlent plusieurs conséquences de grande portée. Bainville considère en premier lieu que c'est le présent qui donne la clé du passé.** » Du coup,

Bainville, mais aussi Gaxotte et d'autres historiens dans la mouvance de l'AF, cherchent dans le passé des éléments du présent, des ressemblances qui permettraient aussi d'apporter, non plus en Histoire, mais en politique, des réponses à une situation donnée : conception cyclique d'une Histoire, «

éternel recommencement

». En fait, il me semble que la formule la plus appropriée pour comprendre la conception « AF » de l'Histoire serait celle de Maurras : «

toute vraie tradition est critique

», ce qui n'empêche ni la remise en perspective ni la mise en valeur des grands axes (principes ?) de l'Histoire des hommes et des sociétés constituées, ni, bien sûr, la violente critique de la Révolution française. Il est certain que, par contre, une partie des lecteurs de Maurras, en particulier celle qui privilégiait l'Ordre sans le définir autrement que par la peur du

désordre, ne cherchait dans l'Histoire qu'un refuge face à l'adversité du moment, voire une nostalgie, sans chercher à «

penser la Monarchie

» autrement que dans ce passé « idéalisé » d'un «

avant la Révolution

» forcément meilleur...

Un autre élément qu'évoquent M. Boutry comme M. Amalvi est « **l'appropriation** » de l'œuvre d'historiens, proches ou non, antérieurs ou contemporains de l'AF, comme Augustin Cochin (de tradition monarchiste et rédacteur occasionnel de la revue bimensuelle d'avant-guerre

L'Action Française

) et Fustel de Coulanges, républicain mais ayant défendu une conception « française » de l'Histoire et de la nation après la défaite de 1870 : agaçante pour les républicains ou les universitaires, elle est en définitive l'occasion pour l'AF de démontrer son « ouverture » à d'autres qu'à elle-même et de récupérer des arguments qu'elle met en ordre de bataille contre le « système » politique de la République en place.

Dernier élément évoqué de façon fort intéressante par M. Amalvi : l'existence, non d'une seule « **école capétienne** », mais de **deux**, l'une proprement politique (Maurras, Bainville, Marie de Roux, etc.) tandis que l'autre est spécifiquement (et parfois professionnellement) historienne (Pierre Gaxotte, Frantz Funck-Brentano, etc.), dont, précise l'auteur, «

la lecture présente encore aujourd'hui le plus vif intérêt

», ce qui est un bel hommage de l'Université contemporaine à des historiens qui, longtemps, s'en sont retrouvés en marge...

C'est parfois en se séparant, ou en s'éloignant, du cercle purement maurrassien, d'après M. Amalvi, que Philippe Ariès ou Raoul Girardet ont pu renouveler leur approche de l'Histoire, en privilégiant « **l'autonomie de la société par rapport à l'Etat, et l'imaginaire politique** » : mais Ariès n'a jamais abandonné l'idée d'une politique monarchique à la tête de l'Etat, comme tend à le prouver sa participation à «

Aspects de la France

» puis à «

La Nation française

» de Pierre Boutang, ce qui montre que « combat politique » et « réflexion historique » ne sont plus, dans l'esprit des royalistes de «

l'ère post-maurrassienne

», forcément mêlés. Est-ce ici la remise en cause de l'empirisme organisateur, ou du « politique d'abord » ? N'est-ce pas plutôt une séparation ou, plus sûrement encore, une autonomisation des domaines sociétal et social de la « décision politique » ? Cela n'annonce-t-il pas aussi, comme cela avait déjà le cas de beaucoup de monarchistes au profit

L'Action française et l'histoire (1900-1940).

Écrit par Jean-Philippe

Dimanche, 03 Août 2008 00:00

de l'action religieuse au moment de la mort du comte de Chambord puis du « Ralliement », une certaine «

démobilisation politique

», un repli sur l'Histoire qu'il s'agit de comprendre et d'écrire désormais à défaut de la faire politiquement ? Autant de questions qu'il reste encore à étudier... mais pas seulement par les historiens...